

environ 450,000 thalers (fr. 1,589,500) en valeurs fournies par des personnes habitant en France et qu'on suppose être des espions prussiens.

Ces traites, sous une apparence commerciale, ont une couleur distinctive convenue qui indique l'emploi des fonds : celles destinées au paiement des meubres en France sont de teinte vert clair; celles pour achat ou autres sont azurées gildonnées.

Nous pourrions signaler les noms de certains souscripteurs de ces traites qui habitent les villes troubles dans ces derniers temps; mais on comprendra notre réserve ne voulant faire aucune personnalité.

LETRE D'ANGLETERRE

Londres, 16 novembre 1870.

Vous connaissez maintenant le contenu de la note circulaire du prince Gortschakoff, et je n'ai pas besoin de vous dire combien est grande la sensation que produit ici la dénonciation si brusque d'un traité qui se trouve placé sous la sauvegarde de l'Europe entière. On accuse la Prusse d'avoir voulu démontrer par un fait palpable le peu de valeur qu'elle attache aux garanties morales et d'avoir, dans ce but, poussé le cabinet de St.-Petersbourg à lancer sa circulaire. Comment voulez-vous, dira-t-il aux puissances que je me contente du démantèlement des fortifications françaises et d'autres garanties de cette nature, alors que nous voyons le peu de cas que les puissances font de pareilles entraves.

La réponse à cette argumentation est facile: L'empressement avec lequel la Russie cherche à se soustraire à une situation qu'elle croit humiliante est, au contraire, une preuve qu'il ne faut jamais faire reposer la paix avec un ennemi vaincu sur des conditions blessantes pour son honneur national. Ensuite on pourra dire à la Prusse qu'il ne tient qu'à elle de prouver l'efficacité des garanties morales dans une société civilisée. Elle n'a qu'à se joindre aux autres puissances pour remettre la Russie à sa place en repoussant, comme il convient, la prétention de la cour de Russie si blessante pour l'Europe.

La réclamation en elle-même n'est qu'un point secondaire, car il se pourrait fort bien que la majorité des puissances signataires du traité de Paris ne s'opposassent point à faire cesser la neutralisation de la Mer Noire, comme le désire le cabinet de St.-Petersbourg. Ce que l'Europe ne saurait tolérer, c'est l'arrogance de la Russie, qui prétend s'affranchir autoritairement d'obligations qu'elle a assumées et de l'accomplissement desquelles les puissances de l'Europe, y compris la Prusse, se sont rendues garantes.

A en juger par ce qui transpire dans les cercles diplomatiques, le gouvernement anglais semble vouloir envisager l'incident à ce point de vue. Il est prêt à repousser la prétention du gouvernement russe d'être seul juge dans une question qui intéresse l'Europe entière. Il insistera sur la nécessité de la part de la Russie de retirer sa note circulaire, ou, tout au moins de l'atténuer par des explications ultérieures, en exigeant que la question soit déferée à la décision d'un congrès européen.

Il est probable que l'Angleterre saisira en même temps l'occasion pour faire des efforts en faveur de la cessation des hostilités entre la France et l'Allemagne. Quant à la Russie, si réellement elle n'a que le désir de voir cesser la neutralisation de la mer Noire, elle sait que plusieurs des puissances signataires, telles que l'Italie et l'Autriche, s'étaient montrées favorables en d'autres temps à la modification ambitionnée par le gouvernement de St.-Petersbourg. Elle ne saurait donc s'opposer à la solution proposée par l'Angleterre, à moins de ne vouloir profiter des embarras de la France et de la connivence de la Prusse pour faire revivre ses projets ambitieux du côté de l'Orient; nous verrons bien. Mais je ne dois point vous cacher qu'il ne manque pas de gens ici qui pensent que le terrain a été préparé de longue main. La Pall Mall Gazette n'hésite pas à accuser M. de Bismark de n'avoir fait entendre ses plaintes au sujet des prétendues violations de la neutralité de la part de l'Angleterre que dans le but d'avoir tout prêt un grief contre l'Angleterre pour le moment où il voudra s'en servir.

Toujours est-il que cet incident finira par éloigner complètement les sympathies de l'Angleterre de la cause allemande. Je crois que l'impression dans le reste de l'Europe ne sera pas moins désavantageuse pour la Prusse et qu'en Allemagne même, on comprendra le rôle qu'elle sera appelée à jouer en Europe par suite du triomphe du parti militaire représenté par la Prusse.

Jetez un coup d'œil rapide sur les conséquences des guerres dans lesquelles la France a été victorieuse, et comparez-

les à ce premier résultat de la victoire des armes de la Prusse. La guerre de Crimée a eu pour résultat d'affranchir la Turquie et le bas Danube de mettre fin à la prédominance en Europe de l'absolutisme moscovite, et de forcer la Russie à chercher le rétablissement de ses forces dans les réformes intérieures telles que l'émancipation des serfs.

La guerre contre l'Autriche a amené l'émancipation et l'unification de l'Italie.

C'est encore sous l'influence de la France, que l'Allemagne a pu faire son premier pas vers son unité et que l'Italie a pu compléter la sienne par l'acquisition de la Vénétie.

Et la victoire de la Prusse sur la France n'est pas encore consommée et déjà nous voyons surgir le rétablissement d'une espèce de sainte alliance dirigée contre la sûreté de l'Europe et contre les progrès acquis au prix de tant de sang.

La vérité est que M. de Bismark, méprisant la résistance de la République française, et ne l'appréciant point à sa juste valeur, a démasqué ses batteries beaucoup trop tôt.

LA DÉFENSE DE PARIS.

Le correspondant du Times, qui réside au quartier-général du 3^e corps d'armée prussien, écrit à la date du 10 courant :

Je suis sûr qu'il y a bon nombre d'officiers qui pensent que le siège de Paris est une gigantesque erreur.

Les ouvrages que les Parisiens ont faits dans le but de fortifier leurs défenses qui, dans leur premier état, étaient assez fortes pour leur donner la confiance que la ville était dans le cas de soutenir un siège, ces ouvrages prennent aujourd'hui en plus d'un point un aspect formidable.

Depuis la Seine, au sud du Mont-Valérien et du bois de Boulogne, à l'ouest, jusqu'à la Seine, au sud de Charenton, au sud-est, les forts d'Issy, de Vanves, de Montrouge, etc., ont été reliés par un parapet et un fossé comme celui qui relie le Grand-Redan et Malakoff, couvert de postes de tirailleurs sur le front, et garni, croit-on, de mines fort étendues. Mais l'ouvrage le plus important est celui qui a été construit sur le plateau de Villejuif, et qui domine la vallée de la Bièvre.

Là, on a élevé un formidable retranchement, armé de 24 pièces de grosse artillerie, et, en guise d'exercice, les artilleurs bombardent le 6^e corps prussien ainsi que la route de Choisy, de manière à la rendre inaccessible aux voyageurs et aux transports.

Leur feu porté si loin qu'ils envoient des bombes jusqu'à Nangis, où ils troublent le repos du poste. A partir de ce point, ils continuent le retranchement le long de la crête de la Roche, et il me semble qu'ils réussiront à prendre en écharpe la position occupée par certains corps, si on les laisse pousser leur travail jusqu'au bout. Cette vallée de la Bièvre est pour eux une sorte de ravine de Woronzoff, et il est très-possible d'y masser des troupes pour une sortie sur le plateau de Clamart et du Petit-Bicêtre.

Tous ces travaux ne signifient qu'une chose: c'est qu'on aurait l'intention de faire des efforts pour séparer la droite du prince royal, appuyée sur la rive gauche de la Seine, de l'extrême gauche des Wurtembergois entre la Seine et la Marne, pour être maîtres par le fait de la rive gauche de la Seine et du val du fleuve, de façon à donner la main à l'armée de secours, si elle arrive, et peut-être à faire en combattant entrer un convoi de provisions dans Paris, pendant l'ardeur et la rage du bombardement à son début.

LES PRUSSIENS A CHARTRES

Le Nouvelliste de Rouen, publie sur l'occupation de Chartres par les Prussiens une lettre intéressante à plus d'un titre. Le correspondant raconte les engagements d'Épernon et de Luisant; il explique que la ville fut cernée par un corps plus de 20,000 hommes et 72 pièces d'artillerie contre lequel on ne pouvait lutter, dit-il, avec 10 000 mobiles épuisés de fatigues et 1,000 gardes nationaux. La capitulation fut donc signée. Le correspondant continue ainsi :

A quatre heures et demie, après que les mobiles et les marins furent partis, après le désarmement de la garde nationale, les Prussiens entrèrent dans la ville... musique en tête...

Le sentiment de douleur qui s'empara de notre population, je n'ai pas besoin de le dépeindre. Cette nuée d'habitants sombres s'abattant sur la ville, ce jargon étrange dont retentissaient nos rues, ce va et vient des postes prenant possession des établissements publics, tout cela nous frappait de stupeur, et plus d'un habitant serrait les poings entendant le sabre des officiers traîné sur le pavé...

L'occupation était un fait accompli. Les réquisitions se firent par les soins de la municipalité. Le drapeau tricolore continua et continue de flotter sur nos édifices. L'ennemi fit main-basse

sur tous les tabacs et cigares, et réquisitionna certaines denrées par quantités énormes. Tous les cuirs, notamment, durent être livrés à l'intendance prussienne.

Le général en chef von Wachtich était logé à l'hôtel du Grand-Monarque; le prince Albert, frère du roi et simple général de cavalerie à la préfecture; le prince de Saxe était aussi à Chartres, où l'on rencontre de l'infanterie (trois régiments), des hussards (deux régiments), des cuirassiers blancs et les éternels uhlands; plus l'artillerie, dont les batteries encombrèrent nos promenades et la gare du chemin de fer.

Dans la ville proprement dite, les Prussiens ne se sont livrés, jusqu'à présent, à aucun excès coupable. Ils sont astreints, soumis à une discipline très-sévère. Exemple: une montre fut volée chez un horloger; déclaration faite au colonel du quartier, qui, le lendemain, fit fusiller le voleur.

Mais les campagnes, mais les fermes, les bourgs, les hameaux! Pillés chaque jour. Le blé en gerbes donné comme litière aux chevaux; les sacs d'avoine éventrés et répandus sur le sol; les tonneaux défoncés. Si quelque malheureux paysan essaie de résister, si quelque franc-tireur vient à son aide, si un coup de feu se fait entendre, la rage des Prussiens ne connaît plus de bornes, et l'incendie du village, du hameau ou de la ferme ne se fait pas attendre.

Les malheureuses campagnes, dans un rayon de cinq ou six lieues de Chartres, sont littéralement mises à sac. Une petite ville, Courville, a été pillée de fond en comble sous le prétexte qu'un franc-tireur avait dirigé son arme sur un uhlan!

Et ces uhlands, la terreur du paysan, sont, pour la plupart, d'anciens ouvriers, manoeuvres ou garçons de ferme, connaissant admirablement le pays, qu'ils ont habité il y a six mois ou un an. On a reconnu parmi eux d'anciens colporteurs, marchands de mouchoirs ou d'images, qui voyageaient naguère avec des passe-ports suisses.

L'avant-veille de l'occupation, une vieille femme de Gasville s'entend appeler par son nom; elle se retourne et se trouve en présence de son ancien vacher, aujourd'hui brigadier de uhlands! Un propriétaire de Thivars a retrouvé, dans le costume d'officier, un de ses ouvriers botteliers de foin!

On pourrait multiplier ces exemples.

D'après les récits des journaux, je m'attendais à voir des troupes harassées, des hommes malades, dépenaillés, sans chaussures... Quel n'a pas été mon étonnement en voyant entrer dans notre pauvre ville une armée vigoureuse, astiquée avec une certaine coquetterie; les hommes vêtus chaudement et tous munis d'un excellent manteau imperméable!

J'ignore ce qu'est leur existence en rase campagne; mais je sais ce qu'est leur organisation dans les villes qu'ils occupent: Existence de sybarites, voilà la vie du Prussien à Chartres, où ne cessent d'arriver d'Allemagne des provisions de chocolat, de cigares, des cache-nez, des catagons, des gants et jusqu'à des pantoufles... C'est la poste qui fait ce service de confort avec une régularité enviable.

J'ai eu l'occasion d'assister à plusieurs conversations d'officiers supérieurs. Ils reconnaissent la supériorité de notre infanterie sur la leur. Leurs soldats se fatiguent vite et supportent moins facilement les longues campagnes, mais comme ils sont fiers (et à juste titre) de leur artillerie! Tous leurs canons se chargent par la culasse, et ne lancent que des boulets creux. Le nombre de leurs pièces peut être évalué à trois par mille hommes.

Les officiers, les généraux avouent sans vergogne qu'ils ne veulent combattre, dans cette guerre, que trois ou quatre contre un.

Pour eux tout est là; le canon, et le grand nombre.

LE GÉNÉRAL BARRY.

Nous avons signalé déjà, à propos de la bataille de Baccon, — ou mieux de Coulmiers, puisque c'est là je crois le nom consacré, — le trait de courage du général Barry, commandant le 2^e division du 16^e corps, qui a bravement enlevé ses troupes, l'épée à la main, et les a menées à l'ennemi; aujourd'hui, nous trouvons des détails intéressants sur cet épisode de la bataille et sur les moments qui ont précédé, dans une lettre adressée au journal le Français par un militaire, et nous pensons que nos lecteurs ne pourront lire ce récit sans une véritable émotion.

Je suis sain et sauf; ne vous inquiétez pas à mon sujet. Je suis resté à cheval pendant toute la bataille, en avant des lignes de réserve, cherchant les blessés. J'ai entendu le bruit terrible des obus sifflant à mes oreilles, et s'enfonçant à mes côtés dans la terre détrempée

par la pluie; mais aucun n'a éclaté ni ne m'a atteint. Remerciez Dieu avec moi de m'avoir préservé.

Quant au spectacle de la bataille, que vous en dirai-je? Il a été plein d'horreur, et en même temps magnifique. La solidité des troupes a été admirable. Pendant huit heures de combat, jamais une de nos lignes n'a fléchi, et le tir de l'artillerie a été splendide de précision. Il n'y a eu qu'un moment, vers trois heures et demie, qui a été, pendant moins de cinq minutes inquiétant. C'était au centre de l'action, au village de Coulmiers. Une attaque de flanc avait été inutile. L'ennemi, protégé par un bois assez épais, faisait un feu d'enfer. Le 31^e de ligne venait d'avoir son colonel. M. Couderc de Foulouque, blessé mortellement, et lui-même était cruellement éprouvé. Les mobiles de la Dordogne hésitaient; le moment était décisif, tout le noeud du combat était actuellement sur ce point. La bataille était perdue, ou l'avantage dû aux efforts de la journée bien sensiblement diminué si on échouait.

C'est alors que le général Barry, commandant la 2^e division du 16^e corps, eut une inspiration héroïque. Il mit pied à terre avec tout son état-major, et prenant la tête de l'attaque il s'élança, l'épée à la main, en criant à la colonne: « Vive la France, mes enfants, et en avant! »

Le commandant des mobiles de la Dordogne, M. de Chadoy, fit écho à cet appel, et entraîna ses bataillons.

On s'avança sur le bois en tirailleurs et sans tirer presque un coup de fusil, sous une grêle de balles, on aborda et on enleva la position à la baïonnette. Les pertes furent assez considérables. Le commandant de Chadoy tomba grièvement blessé; un aide-de-camp du général Barry, M. de Gravillan fut tué à ses côtés. Mais nos troupes électrisées par leurs chefs étaient maîtresses de Coulmiers et la bataille était gagnée.

Dimanche, on a dit des messes militaires et chanté le Te Deum sur tous les points de campement des troupes, et comme le grand Condé, fléchissant le genou sur le champ de bataille de Rocroy, les armées de la République ont rendu grâce au Dieu qui tient dans ses mains les destinées des peuples pour la première victoire de cette malheureuse guerre. Tout n'est donc pas perdu si Dieu se souvient de nous, et si nous commençons à nous souvenir de lui.

Il est advenu au correspondant de la Gazette de Cologne, M. de Wickede, dont nos lecteurs ont vu le nom cité plusieurs fois dans nos colonnes, une aventure qui a failli tourner au tragique.

Voici comment il la raconte lui-même:

Pour me rendre d'Epinal à Vesoul, après du 14^e corps d'armée, général de Werder, auquel je voulais faire visite avant de quitter la France pour une quinzaine de jours, je devais traverser une contrée qui n'était pas occupée d'une manière complète par nos troupes et où de petites bandes de francs-tireurs se montraient d'une manière assez fréquente pour arrêter les communications de nos postes de campagne. C'était bien un peu téméraire pour nous (je me trouvais avec de jeunes officiers prussiens qui rejoignaient leur corps, un ancien major devenu invalide dans la campagne de 1847 contre l'insurrection badoise, qui cherchait son fils blessé, et deux soldats) de nous rendre à Epinal sans escorte; mais qui ne hasarde rien ne gagne guère, et j'avais depuis trois mois entendu raconter tant d'horribles choses possibles ou impossibles des francs-tireurs, que je me trouvais un peu blasé sur ces histoires. Nous nous juchâmes donc tous les cinq sur un grand char à échelles, attelé de deux vigoureux chevaux des Ardennes, avec des hottes de paille comme siège, et nous nous mîmes joyeusement en route, ne prévoyant aucun danger. Mais notre témérité devait être rudement punie.

Au bout de quelque temps, nous fîmes une halte dans un village nommé Grignoncourt, afin d'y prendre, si possible, quelque chose de chaud. Notre apparition causa une grande sensation, car nous vîmes aussitôt accourir les gens, qui nous faisaient de sombres regards et nous regardaient de terribles figures; mais nous y sommes tous maintenant si habitués en France que nous n'y faisons plus guère attention. Dans la meilleure auberge du village, exerçait sa suprématie une femme qui avait dû jadis être très-belle et à l'apparence fort énergique. D'abord elle nous déclara qu'elle n'avait rien à nous donner et nous tourna carrément le dos. Déjà mes compagnons proposaient d'avoir recours au procédé sommaire de la réquisition militaire, mais je les tranquillisisai et j'obins d'eux qu'ils me laissassent continuer plus diplomatiquement les négociations avec l'hôtesse; or, la politesse ne manque jamais de réussir en France avec les femmes qui, dans tout ce pays, ont toujours au moins une oreille ouverte à la flatterie. Je la suivis donc, sans me laisser rebuter par son air sombre, jusque dans la cuisine, et

après avoir suffisamment dit du bien de la maison, de son apparence extérieure, et caressé une petite fille de 12 à 13 ans qui était le vrai portrait de sa mère, je vis peu à peu les figures s'éclaircir, nous nous mîmes à rire et à plaisanter comme de bons amis, et ce qui était le principal, nous oblinmes un dîner composé d'une poule rôtie, d'omelettes et de confitures.

Pendant que nous mangions, l'hôtesse, qui m'avait aussi raconté qu'elle avait un frère, sergent au 3^e régiment de voltigeurs de la garde, fait prisonnier à Metz et à qui j'avais promis de prendre, pour les lui adresser, des renseignements sur ce frère au bureau central à Berlin, finit par se montrer inquiète de ce qui nous pourrait arriver, elle me dit que les paysans s'étaient rassemblés pour nous prendre ou nous tuer si nous faisons résistance. Et, en effet, une troupe de 30 à 40 hommes en blouse, avec des épées, des fourches à fumier, et quelques fusils, arrivait déjà devant la maison.

Maintenant la délibération était inutile, toute fuite était impossible, et à six, dont deux seulement avaient des fusils et les autres des sabres, plus un ou deux revolvers, nous ne pouvions livrer un combat avec quelques chances de succès. Je me rendis donc rapidement à la rencontre de ces visiteurs imprévus et leur demandai ce qu'ils voulaient; l'hôtesse m'avait suivi comme un ange gardien. Je fus accueilli par un concert de cris sauvages et de menaces, accompagné d'une collection assez complète de jurons et des insultes de la langue française. Un de ces individus, justement un misérable petit être bacroche, bossu, jaunâtre et ébouriffé sous son bonnet de coton à mèche, — sans aucun doute le tailleur du village, — mettait sans cesse en joue contre moi son long fusil de chasse qui était plus grand que tout ce nabot pris de la tête au pied, et jurait au nom de la glorieuse République française, de la fraternité, de l'égalité et de la liberté, qui régnaient maintenant en France, que nous serions fusillés, pendus, écharpés, et je ne sais trop qu'en core. Involontairement mon poing se crispa plus d'une fois pour lui aplatiser le nez d'une paire de belles gifles mecklembourgeoises; mais je me contins sagement. Sans m'occuper davantage de ce torrent d'injures et de malédictions, je représentai aux paysans que nous étions six en leur pouvoir, mais qu'ils avaient aussi à songer quelles seraient les suites pour leur village de la moindre violence exercée contre nous. « Le roi de Prusse, leur dis-je, a tant de soldats, que ce ne sera pas une grande perte pour lui d'en compter six de moins; mais si tout le village était brûlé, ce serait une très-mauvaise affaire pour la commune.

Or, dès le lendemain, une forte colonne allait arriver et ne manquerait pas de s'informer de nous; si nous avions été faits prisonniers, on brûlerait trois maisons pour chacun, total 18, comme cela était arrivé à Baccart et dans d'autres localités; mais si nous avions été tués, tous les individus de la commune tombés entre les mains des Allemands seraient infailliblement fusillés. Cette allocation ne manqua pas son effet; on commença à se diviser d'opinion, et une vive discussion s'engagea sur notre sort; notre brave hôtesse se mit de notre côté avec beaucoup de résolution, et finalement le coquin de petit tailleur fut renoncé à une grande majorité, qui décida de s'en remettre au cours de ce qu'il fallait faire de nous. Celui-ci, qui revenait de promenade, fut mandé; il avait l'air d'un homme parfaitement raisonnable, et il comprit aisément ce que des actes de violence pourraient attirer de misère sur ses paroissiens; il ordonna aux paysans de se disperser et de nous laisser partir; il se chargea même en personne de nous accompagner sur notre char; il tint sa promesse, nous conduisit au village suivant, où il nous remit aux mains d'un confrère et, avec une escorte successive de trois ecclésiastiques, nous finîmes par arriver sans autre malencontre à Vesoul.

Chronique locale & départementale

EMPRUNT NATIONAL DE 750 MILLIONS

Terme de novembre 1870.

Les souscripteurs sont prévenus que le terme de novembre 1870, est exigible à partir du 21 novembre.

Les souscripteurs qui n'ont pas encore versé le 1^{er} terme exigible depuis le 21 octobre 1870, sont invités à opérer leur libération.

Le retard de paiement les rend passibles d'intérêts envers le Trésor et même de sa déchéance dans le délai d'un mois, à partir du 21 octobre.

On rappelle d'ailleurs, que les versements par anticipation jouissent d'une bonification d'intérêt à 6 p. 0/0 par an.

Les versements sont recus à la Trésorerie générale du Nord, rue d'Anjou, 2, à Lille, et aux recettes particulières d'arrondissement.